

Il y a 23 ans... la naissance

D'où vient la revue *Ensemble*? Et quels furent les premiers pas de l'association qui la porte? Souvenirs d'une fondatrice et ancienne rédactrice en chef.

Ghislaine de Smet (CSCE)

Ce 100ème numéro d'*Ensemble!* est l'occasion de rappeler les débuts du *Collectif Solidarité contre l'exclusion : emploi et revenus pour tous* (CSCE). Il a été créé le 14 septembre 1996, à l'initiative de *Solidarités en mouvement*, dans le but de réunir autour de ces enjeux aussi bien des travailleurs que des personnes sans emploi, des associations et des syndicats. L'intérêt de la démarche nous semble évident aujourd'hui... Mais c'était inédit et cela a soulevé quelques réticences au départ!

1992 : Solidarités en mouvement

La création du CSCE a été le quatrième chantier lancé par *Solidarités en mouvement* (SEM) (1), qui existait depuis le 1er mai 1992. SEM était constitué d'un petit groupe de personnes, dont je faisais partie (2). Nous voulions contribuer à rapprocher différents mouvements sociaux, dans la foulée des nombreuses manifestations du début des années 1990 : le mouvement non marchand avec les infirmiers et les travailleurs de la santé, les enseignants, le secteur socioculturel, mais aussi le mouvement pour la paix et le mouvement antinucléaire, les organisations contre le racisme... Tous

ces mouvements se croisaient, sans vraiment prendre la mesure des causes communes de leurs problèmes: « *Tout s'est passé comme si chacun ne percevait que les causes spécifiques de son propre malaise, sans être capable d'énoncer clairement les causes communes qui les ont jetés tous dans la rue. La conséquence de cette division des luttes sociales est évidemment la faiblesse relative de chaque groupe pris séparément. (...) Nous croyons qu'il est indispensable et qu'il est possible d'unir tous ces groupes dans un grand et puissant mouvement social. (...) Cinq enjeux fondamentaux traduisent ce projet: supprimer l'exclusion, domestiquer la compétition, approfondir la démocratie, protéger l'environnement, vaincre le sous-développement.* » (3)

Pour créer des convergences SEM a développé un travail en réseau sur des projets concrets, et publié un petit bulletin bimestriel (28 numéros). Le journal de SEM, puis celui du Collectif, était pour nous un outil essentiel pour favoriser les synergies. En effet, c'est en connaissant mieux les objectifs et les réalisations des uns et des autres, qu'une mobilisation commune devient possible.

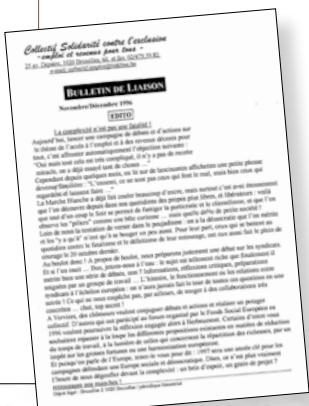
En 1993, SEM a rejoint le *Comité de défense du Service Public de l'Audiovisuel*, et participé à la publication d'un « Livre Blanc » (4), qui constituait un cri d'alerte sur les menaces pesant sur la RTBF, en y apportant des contributions pour en montrer les répercussions sur notre démocratie (5).

Dans la foulée, SEM a créé en 1994 le *Comité de défense du service au public* (6), avec des militants de Belgacom, de La Poste, de la SNCB, du GERFA (7)... Lequel a publié, en juin 1994, à l'occasion des élections européennes, un « Livre Blanc des Services publics des communications » (8) dressant un état des lieux des différents secteurs et analysant les causes communes de leur dégradation.

Le troisième chantier de SEM a consisté à organiser, du 24 au 26 février 1995, un *Contre sommet sur la société de l'Information* (9), en marge du G7 officiel, pour mettre en lumière les dangers de la libéralisation des télécommunications (10). De nombreuses associations y ont collaboré.

Le 7 octobre 1995, SEM a décidé de préparer des *Etats généraux de*

**Nous voulions
contribuer
à rapprocher
différents
mouvements
sociaux**



du Collectif

l'emploi. Un appel avait été rédigé pour expliquer ce projet ⁽¹¹⁾ dont je reprends ici les dernières lignes : «Tous les citoyens sont concernés. La collaboration entre syndicats, associations, et individus au sein du collectif doit permettre la participation d'un plus large public à ces débats et actions pour l'accès à l'emploi et aux moyens d'existence. En associant travailleurs avec et sans emploi, en mobilisant la société civile, nous voulons construire un rapport de forces essentiel au développement d'une société plus égalitaire et plus juste.» Ce fut le dernier chantier de SEM, il était d'une telle envergure qu'il a absorbé toutes nos forces vives...

Des Etats généraux de l'emploi

D'octobre 1995 à juin 1996, les membres de SEM sont allés rencontrer de nombreuses personnes (tant au niveau associatif, syndical que politique) pour leur proposer de participer à notre projet. Nous étions parfois reçus avec méfiance. Certains syndicalistes réagissaient en nous demandant à quel titre notre petit groupe se permettait d'aborder les questions relatives à l'emploi, alors que les syndicats s'en chargeaient depuis des années, et étaient bien mieux armés que nous pour le faire et défendre leurs affiliés. D'autres ont saisi tout de suite l'intérêt d'y réfléchir avec le monde associatif, les exclus, et la société civile. Citons Yves Hellendorff de la CNE, et Albert Faust du SETCA, qui nous ont aidés dès le départ. Petit à petit d'autres syndicalistes nous ont rejoints, une fois notre démarche mieux comprise.

En effet, les syndicats défendent les travailleurs (avec ou sans emploi), mais où et quand peuvent-ils rencontrer des personnes exclues du marché de l'emploi qui sont pourtant « mises à l'emploi » par les CPAS ? Les associations caritatives essaient de venir en aide aux exclus de la société, mais sont-elles assez armées pour prendre leur défense par rapport à leurs droits sociaux? Il faut aussi développer la solidarité entre les travailleurs, les chômeurs, les exclus, car les accidents de la vie peuvent faire basculer d'un statut à un autre.... Enfin, avec l'évolution de la société aujourd'hui, les frontières entre travail salarié, indépendant, à temps partiel ou intérimaire, bénévolat... sont de plus en plus floues. Nous voulions donc aussi élargir le débat sur les sources de revenus, les droits et l'égalité des chances... Le chantier que nous lancions ne manquait pas d'ambition... Mais nous étions tous enthousiastes !

De nombreuses personnes et organisations ont contribué à ces préparatifs. La liste des 125 premiers signataires de l'Appel du Collectif (juin 1996) illustre le fait que nous venions d'horizons très différents.

1996 : la naissance du CSCE

Notre nom complet « Collectif Solidarité contre l'exclusion : Emploi et revenus pour tous » a été adopté le 14

septembre 1996. Les votes pour ces deux appellations n'ont pas pu les départager, c'était à 50-50 ! Nous avons donc choisi de les garder tous les deux. Ce nom résume à lui seul toute la tension existant entre l'emploi, les revenus et la lutte contre l'exclusion. Cela a annoncé la richesse des chantiers qu'a entrepris le CSCE, qui ont soulevé les questions essentielles de l'accès aux moyens d'existence et de la répartition des revenus. Notre société est en mutation, le modèle de l'Etat social du XXème siècle doit être revisité pour être préservé et adapté à d'autres formes de contributions et de solidarités au XXIème siècle.

« Construire une société plus égalitaire et plus juste »

Deux grands projets nous ont mobilisés en cette première année d'existence ⁽¹²⁾. D'une part la participation active à la préparation et

l'organisation des premières *Marches européennes contre le chômage, la précarité et l'exclusion*, qui ont eu lieu du 14 avril au 14 juin 1997 ⁽¹³⁾. Ces Marches ont convergé vers Amsterdam, pour faire entendre la voix des chômeurs et exclus à la *Conférence inter-gouvernementale de révision du Traité de Maastricht*. Cette initiative internationale a été déclenchée suite à l'*Appel de Florence*, en juin 1996 ⁽¹⁴⁾. D'autre part, l'organisation d'ateliers décentralisés dans toute la Communauté française, qui ont abouti, le 27 avril 1997, à notre premier forum : *Emploi et revenus pour tous*.

Il faut rappeler que tout ce travail a été accompli par des militant.e.s : nous n'avions à l'époque aucun permanent ni subsides... Nous saluons ici toute l'énergie de Claire André, ↗



⇒ qui a assuré bénévolement le secrétariat du Collectif pendant un an et demi, ainsi que le travail du groupe porteur, qui a contribué, avec elle, à la coordination des ateliers, l'organisation des différentes rencontres et à la publication de notre Journal. Je songe particulièrement à Claude Adriaenssens, Antoinette Brouyaux, Nadine Dehaes, Pierre Lories, Jean-Michel Melis, Rosa Navarro, Serge Remy, Felipe Van Keirsbilck, Serge Van Israel, Eduard Verbeke... et moi-même ! Beaucoup d'autres nous ont aussi régulièrement prêté main forte. Nous avons été hébergés par les Equipes Populaires, qui nous ont épaulés pour l'obtention de notre première convention ACS. Le SETCA bruxellois a imprimé notre Journal à nos débuts. La CNE nous a accueillis pour de nombreuses réunions...

1998 et 1999 : les actions continuent, notre structuration aussi

Dès le démarrage de notre permanence (Claire André a ainsi été engagée sous contrat ACS), nos actions ont pu se développer plus encore : le 21 janvier 1998 nous avons rebaptisé la rue de la Loi, en apposant une nouvelle plaque de rue au coin de la zone neutre : « Rue de la loi pour l'emploi »⁽¹⁵⁾. Nous avons des propositions concrètes, issues du Plan Lombardo pour l'Emploi.

Les ateliers se sont poursuivis en 1997 et 1998. Le 7 mars 1998, nous avons organisé notre second forum : *Pour en finir avec le chômage et l'exclusion* (16). Nous avons adopté en juin la plate-forme issue du forum (17). Elle a été rendue publique le 9 septembre 1998 par la plantation sym-

bolique d'un bouleau à l'arrière du Palais de Justice de Bruxelles : « *Nous plantons ce bouleau car nous voulons du boulot pour tous* ». (18) Une délégation du Collectif a été reçue au cabinet du 1er ministre (M. Jean-Luc Dehaene) et une autre au ministère de l'Emploi (Mme Miet Smet), et nous avons pu défendre nos revendications.

Nous nous sommes associés à l'organisation des 2ème Marches européennes, qui ont cette fois convergé vers Cologne, le 5 juin 1999. Les Marches européennes ont continué leur mobilisation internationale, et ont largement contribué à l'organisation du premier Forum Social Européen (FSE) à Florence en novembre 2002⁽¹⁹⁾, où il y a eu plus de 60.000 participants. Le FSE a lui-même été organisé dans la foulée du premier Forum Social Mondial, qui avait eu lieu en janvier 2001 à Porto Alegre, c'était les débuts du mouvement altermondialiste... Le 27 mars 1999 nous avons organisé notre 3ème forum : *Fiscalité, un outil contre la pauvreté*. (20) Le 22 avril 1999 de la même année, les statuts de notre asbl ont été approuvés, cela a constitué une étape supplémentaire indispensable pour pouvoir obtenir des subsides et nous développer... C'est aussi en 1999

Nous étions parfois reçus avec méfiance.

que nous avons initié des « lieux de parole » (21) pour des chômeurs : à Ixelles, puis à Anderlecht, des rencontres régulières ont permis aux uns et aux autres de faire connaissance, de sortir de l'isolement et d'établir des revendications communes.

Le Collectif a également toujours veillé à relayer de nombreuses autres initiatives via son Journal (publié

sous le titre de *Ensemble !* depuis son n°63, d'octobre 2008), car beaucoup de groupes évoluaient en parallèle, avec les mêmes objectifs, et nous voulions leur donner les moyens de se faire connaître. Citons le « Mouvement des chômeurs, minimexés et précaires de Bruxelles », « Trait d'Union », le « GEPPSE », « Chômeur, pas chien ! », le « Front commun SDF », le « CDDAS » (Liège), etc. (22) Sensibilisés par le groupe CPAS du lieu de parole d'Ixelles, nous avons décidé de consacrer notre forum suivant aux CPAS. De novembre 1999 à avril 2000, nous avons piloté les ateliers préparatoires à ce forum (33 réunions au total!).

2000 à 2002 : aux côtés des usagers et des travailleurs des CPAS

Le 29 avril 2000 nous avons organisé notre 4ème forum : *Le CPAS en questions*. La préparation était excellente, et ce forum a été un grand succès (23). En septembre 2000, le Collectif a publié une plaquette de revendications inspirée par le forum : « *CPAS plus et mieux* ». Cette initiative a eu un grand retentissement et provoqué de nombreuses réactions, notamment dans la presse (24).

Un groupe d'assistants sociaux qui avait participé à la préparation du forum a continué à se réunir après le forum pour approfondir la réflexion sur la fonction des assistants sociaux dans les CPAS (25).

En 2001, grâce à un financement du ministère wallon des Affaires sociales (M. Thierry Detienne, Ecolo), nous avons mis en route 14 unités de médiation en Wallonie, avec des associations partenaires : Solidarité emploi logement, le Forum wallon de lutte contre la pauvreté, Solidarités nouvelles et les Equipes Populaires (26).



Ces unités ont permis des rencontres entre des usagers des CPAS, des travailleurs sociaux et des responsables politiques locaux, c'était inédit.

La plate-forme minimex : une mobilisation de grande ampleur

En juin 2001, le ministre de l'Intégration sociale, M. Johan Vande Lanotte, a rendu public un avant-projet de loi concernant le « Droit à l'intégration sociale », destiné à remplacer la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence (minimex). C'était une caricature de l'Etat social actif...

La mobilisation des associations (27) a permis que cet avant-projet ne passe pas discrètement le 13 juillet ! Le 29 septembre 2001 le Collectif a organisé une table ronde (28) : *Vers plus d'intégration sociale ?*, afin de faire entendre toutes les contestations par rapport à ce projet de loi. A l'issue de cette table ronde, une plate-forme a été rédigée, cosignée par 112 organisations (29). La résistance a continué, la « plate-forme minimex » était toujours active en 2003, malgré l'approbation du projet de loi (30).

Pendant tout ce temps, le conseil d'administration du Collectif a continué son travail avec une équipe peu à peu renouvelée, à partir de fin 2002. Henri Solé, Michel Devaivre, Felipe Van Keirsbilck et Michel Pluvinage ont obtenu une deuxième convention ACS pour l'animation.

Un second salarié, Yves Martens, a ainsi pu être engagé début 2004. En mars 2004, Séverine

Bailleux, Luca Ciccica, Didier Cardolle, Jean-Marie Leconte, Arnaud Lismond et Serge Van Israel ont rejoint le CA, tandis que le comité de rédaction du Journal continuait son travail... J'en ai, pour ma part, été la rédac cheffe jusqu'au numéro 50 de septembre 2005. Mon aventure personnelle au Collectif s'est terminée en 2006, quand je suis allée travailler en France, dans les Landes. Ces quatorze années d'actions et de rencontres (à SEM puis au Collectif) ont été très riches, nous avons mis beaucoup d'énergie et soulevé des montagnes ensemble pour faire entendre nos voix et celles des exclus ! Je salue tout particulièrement Claude Adriaenssens qui a été le secrétaire de notre conseil d'administration

« Nous voulons du boulot pour tous »

pendant de longues années. Chapeau également à ceux et celles qui ont continué à faire grandir le Collectif en le rendant toujours plus efficace sur le terrain de la lutte contre l'exclusion. Il y a malheureusement toujours du pain sur la planche... □

(1) voir l'Appel de « Solidarités en mouvement », 29 pp, sur le site du Collectif.

(2) Après avoir été l'une des chevilles ouvrières de SEM depuis sa création, j'ai fait partie du CA du CSCE de 1996 à 2001. J'ai aussi été la rédactrice en chef du Journal pendant 9 ans. C'était ma façon de poursuivre mon engagement de lutte contre les inégalités et pour la solidarité en Belgique, après 5 ans de travail en Guinée-Bissau comme médecin volontaire. Développer des actions collectives en réponse aux détresses individuelles que je croisais au niveau professionnel en tant que médecin généraliste bruxellois, c'était cela mon moteur...

(3) Extraits de l'Appel de « Solidarités en mouvement », 1 mai 1992.

(4) 137 pp, voir la version intégrale sur le site du Collectif.

(5) Livre Blanc, p 109 à 116.

(6) voir la Carte Blanche (Le Soir, 29 mars 1994), sur le site du Collectif.

(7) Groupe d'étude et de recherche de la fonction administrative.

(8) 74 pp, voir la version intégrale sur le site du Collectif.

(9) Voir les Actes du Contre-sommet « Société de l'information : pour qui ? Pourquoi ? », 38 pp, version intégrale sur le site du Collectif.

(10) Voir « l'Appel pour un contre-sommet sur la société de l'information », p 37 des Actes

(11) Voir l'Appel sur le site du Collectif.

(12) Voir Journal n°3 (sur le site du Collectif) : préparation des Marches européennes et les différents ateliers.

(13) Voir Journal n°4, p 2 à 6 et Journal n°5, p 5-11.

(14) Texte intégral de l'Appel de Florence : voir Journal n°3, p 10.

(15) Voir Journal n°7, p 5 à 8.

(16) Actes de ce forum voir n°8 du Journal.

(17) Voir Journal n°9, p 3.

(18) Voir Journal n°11, p 3 à 8.

(19) Voir Journal n°36, p 8-10.

(20) Voir Journal n°14, p 3.

(21) Voir Journal n°12, p 4-5, et dans les numéros suivants.

(22) Voir rubrique « Echos » dans les différents numéros du Journal.

(23) Voir communiqué de presse dans le Journal n°20 (p 4 à 6) et dans le n°21 les actes complets du forum.

(24) Voir Journal n°24, p 4-5.

(25) Voir Journal n°27, p 8-12.

(26) Voir Journal n°25, p 4, et n°27, p 5.

(27) Voir dossier Projet de loi « Droit à l'intégration sociale », Journal n°28, p 4-22.

(28) Voir Journal n°29, p 13-21.

(29) Voir Journal n°29, p 5-6.

(30) Voir Journal n°36, p 11.

